

PARIS COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

In Extenso

AUDIT

In Extenso Centre Ouest
350 rue Henri Potez
CS 72100
37210 Parçay-Meslay

Tél. : 02 47 87 48 00
toursnord@inextenso.fr
www.inextenso.fr

PARIS COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association PARIS COCAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association PARIS COCAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Parçay-Meslay, le 25 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes,
IN EXTENSO CENTRE OUEST



Représenté par Romaric TRUBAT

COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
ACTIF IMMOBILISE	Terrains	180 645	104 207	76 439	48 033
	Constructions	346 483	140 405	206 078	226 092
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	498 541	373 822	124 718	106 724
	Autres immobilisations corporelles	441 999	160 388	281 611	41 635
	Immobilisations corporelles en cours				86 925
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 305		1 305	1 305
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	180		180	270
	TOTAL (I)	1 469 153	778 822	690 331	510 985
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	15 119		15 119	6 968
	En-cours de production de biens	49 771		49 771	57 790
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	11 613		11 613	5 307
	Avances et Acomptes versés sur commandes	5 247		5 247	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	25 986		25 986	18 978
	Créances reçues par legs ou donations				
ACTIF CIRCULANT	Autres créances	118 619		118 619	209 212
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	446 970		446 970	466 331
	Charges constatées d'avance	2 199		2 199	451
	TOTAL (II)	675 525		675 525	765 038
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		2 144 677	778 822	1 365 856	1 276 022

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	120 160	120 160
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	18 218	18 218
	Report à nouveau	463 153	369 053
	Excédent ou déficit de l'exercice	23 806	94 100
	Total des fonds propres (situation nette)	625 338	601 532
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	165 549	195 123
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	790 887	796 654
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	186 227	194 260
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	186 227	194 260
Provisions	Provisions pour risques	35 000	35 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	35 000	35 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	101 307	500
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 534	123 339
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	92 069	95 045
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	47 832	31 224
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	353 741	250 108
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 365 856	1 276 022
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	23 806,43	94 100,19
	(1) Dont à moins d'un an	272 757	250 108
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 307	500

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	17 155	17 177
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	527 499	508 610
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	27 252	25 807
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	805 824	881 070
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	8 804	8 904
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	29 600	102 600
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 398	6 151
	Utilisations des fonds dédiés	22 530	22 287
	Autres produits	1 017	601
Total des produits d'exploitation		1 458 079	1 573 207
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	112 206	67 867
	Variation de stock	1 713	15 373
	Achats de matières et autres approvisionnements	55 349	53 731
	Variation de stock	(8 151)	(493)
	Autres achats et charges externes	200 848	227 025
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	19 522	18 713
	Salaires et traitements	831 118	839 828
	Charges sociales	121 287	115 477
	Dotation aux amortissements et dépréciations	76 968	72 163
	Dotation aux provisions		25 000
	Reports en fonds dédiés	14 497	88 000
	Autres charges	1 926	5 148
	Total des charges d'exploitation	1 427 284	1 527 832
RESULTAT D'EXPLOITATION		30 795	45 374

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		30 795	45 374
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 677	2 521
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 677	2 521
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	5 725	2 215
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		5 725	2 215
RESULTAT FINANCIER		(3 048)	306
RESULTAT COURANT avant impôts		27 748	45 680
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	210	48 912
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		210	48 912
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	4 078	431
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		4 078	431
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 868)	48 481
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		73	61
TOTAL DES PRODUITS		1 460 966	1 624 640
TOTAL DES CHARGES		1 437 160	1 530 539
EXCEDENT ou DEFICIT		23 806	94 100
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		2 068	3 323
Prestations en nature			
Bénévolat		77 652	72 122
TOTAL		79 720	75 445
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		2 068	3 323
Prestations			
Personnel bénévole		77 652	72 122
TOTAL		79 720	75 445

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Plan

- 1) Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre
- 2) Règles et méthodes comptables
- 3) Analyse de l'activité et des marges commerciales
- 4) Analyse des charges
- 5) Prise en compte du bénévolat
- 6) Autres informations
- 7) Subventions d'investissement et fonds dédiés
- 8) Synthèse des emplois et ressources de l'exercice
- 9) Information au titre des événements post-clôture

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 365 856 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 460 966 euros** et un total **charges** de **1 437 160 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **23 806 euros**.

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

- Description de l'objet social de l'entité

Le Jardin de Cocagne de Limon, association loi 1901 à but non lucratif, est un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) professionnelle par le maraîchage qui propose des contrats de travail à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Encadrés par une équipe de professionnels, les salariés en insertion participent à la production et à la distribution en circuit court de légumes bio, tout en bénéficiant d'un accompagnement collectif et individualisé à leur réinsertion professionnelle.

Tout au long de l'année, les légumes et fruits de saison, produits sur l'exploitation, sont distribués sous forme de paniers hebdomadaires à un réseau d'adhérents.

Le Jardin de Cocagne de Limon, ancré dans le territoire, contribue au maintien des terres agricoles essonniennes, à la qualité paysagère, à la préservation de la biodiversité, des sols et de l'eau. L'association a fait le choix de pratiques respectueuses de la nature en étant labellisée Bio. La commercialisation en circuit-court, directement du producteur au consommateur, s'inscrit dans un mode de consommation responsable.

-Le Jardin de Limon est membre du Réseau Cocagne qui fédère plus de 100 jardins. Par l'action économique, la professionnalisation, l'innovation territoriale et la coopération, le Réseau Cocagne s'engage à l'accueil et à l'attention apportés aux personnes les plus vulnérables, sans discrimination ; à la défense du droit au travail dans une logique émancipatrice comme du droit du travail dans une logique protectrice ; au respect du sol et du vivant ; à la santé des femmes et des hommes.

- Description de la nature, du périmètre des activités réalisées et des moyens mis en œuvre

Avec son exploitation maraîchère, l'association produit des légumes de saison qui sont distribués à 550 adhérents sur une base hebdomadaire, sous forme de paniers. En juin 2024, le Jardin de Cocagne de Limon a ouvert sa nouvelle boutique à la ferme, en étoffant la gamme de produits proposés (toujours bio, locaux et solidaires) et en ouvrant désormais 2 jours par semaine le jeudi après-midi et le vendredi après-midi. Les adhérents paniers ont accès à cette boutique et peuvent ainsi compléter leurs achats. Certains adhérents sont livrés sur des points de dépôt qui se situent à 15 km maximum du jardin.

Les salariés en parcours d'insertion participent à toutes les phases de l'activité, de la production à la

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

distribution. En 2024, 70 jardiniers ont travaillé au Jardin, bénéficiant de contrats en CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion). En 2024, le nombre d'ETP (Equivalents Temps Pleins) a atteint 23,82, soit le taux de réalisation d'ETP le plus élevé depuis la création de l'association (qui est conventionnée à hauteur de 25 ETP).

Pendant ce parcours d'insertion, ils bénéficient d'un accompagnement social (accès aux droits, aux prestations familiales, aux droits santé, démarches logement), d'un accompagnement professionnel vers un emploi durable, ainsi qu'un encadrement technique pour les tâches maraîchères et l'organisation de la nouvelle boutique (formation interne aux métiers de la vente).

L'équipe de dix permanents, épaulée par les bénévoles de l'association, assure cet accompagnement et la gestion de l'association. Elle est composée de cinq Encadrants Maraîchers (EM), d'une Chargée d'Insertion Professionnelle (CIP), d'une Conseillère en économie sociale et familiale, d'une Responsable des Adhérents, d'une Responsable Administrative et Financière (RAF) et d'un Directeur.

2/ Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables définies par les règlements ANC 2018-06 et ANC 2014-03 consolidés, relatifs aux dispositions comptables réglementaires applicables aux associations, dont le respect du principe de prudence, ont été appliquées à partir du 1er janvier 2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Agencements et aménagement Terrain	Linéaire 5 à 15 ans
Plantations	Linéaire 10 ans
Bâtiment	Linéaire 30 ans

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Installations constructions	Linéaire 5 à 15 ans
Ouvrages Infrastructures	Linéaire 1 an
Installations Techniques Mat Out Ind	Linéaire 3 ans
Installations complexes spécialisées	Linéaire 7 ans
Installations Techniques	Linéaire 5 à 15 ans
Matériel Industriel	Linéaire 2 à 7 ans
Outillage Industriel	Linéaire 1 à 5 ans
Installations Générales	Linéaire 2 à 7 ans
Matériel de transport	Linéaire 3 à 7 ans
Matériel de Bureau et informatique	Linéaire 2 à 3 ans
Emballages récupérables	Linéaire 3 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le stock des produits en cours est constitué des légumes récoltés au cours de l'exercice qui serviront à la constitution des paniers et à la vente en boutique pendant les premiers mois de l'exercice suivant. Il est valorisé sur la base de mercuriales (prix d'achat de gros) à fin décembre 2024.

Le stock des produits consommables est constitué de paillage, terreau, engrais, valorisés à leur prix d'achat.

Le stock de marchandises inclut les produits achetés et les légumes transformés à leur coût d'acquisition ou de transformation.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Détail des charges et produits exceptionnels

Les produits exceptionnels intègrent les reprises des subventions d'investissements (c.f. ci-dessous).

Subventions d'investissement

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux subventions d'investissement (SI), contrairement au règlement CRC n°1999-01 qui prévoyait un traitement comptable spécifique des subventions d'investissement en opérant une distinction en fonction du caractère renouvelable ou non, par l'entité des biens subventionnés. Il convient donc de se référer aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG.

Le règlement précité prévoit, pour les subventions d'investissement, le choix entre deux méthodes :

- soit elles sont inscrites immédiatement en produits exceptionnels ;
- soit elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

L'association a fait le choix de la deuxième méthode. Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable de façon constante, agissant de manière rétrospective.

La subvention s'enregistre dans les capitaux propres. Mais le profit qu'elle représente est rapporté au résultat sur plusieurs exercices afin de compenser les charges consécutives à l'amortissement du bien qu'elle a permis de financer. De fait, le poste des subventions au bilan diminue chaque année des subventions utilisées et augmente des nouvelles subventions reçues.

Fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, les contributions financières reçues de personnes morales de droit privé non utilisées sont inscrites dans un compte de charge d'exploitation "689 - Reports en fonds dédiés" par la contrepartie d'un compte de passif "19 - Fonds dédiés". Au cours des exercices suivants, les sommes inscrites en compte "19 - Fonds Dédiés" sont reprises en produits au compte de résultat, au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte d'exploitation "789 - Utilisations de fonds dédiés". Ces variations au compte de résultat font désormais partie du résultat d'exploitation.

Contributions volontaires en nature

En application du nouveau plan comptable associatif, l'activité des bénévoles est valorisée à partir

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

des plannings d'intervention et des taux horaires des activités exercées. Le montant est intégré aux produits de fonctionnement de l'exercice (Production vendue, services et travaux) ainsi qu'aux charges de fonctionnement pour le même montant. La valorisation de l'activité bénévole est donc neutre en termes de résultat.

Les dons en nature représentent des frais engagés pour le compte de l'association, pour lesquels il n'y a pas eu de demandes de remboursement.

3/ Analyse de l'activité et des marges commerciales

L'activité commerciale du jardin autour de la production maraîchère, cœur du dispositif commercial, est restée stable dans son activité de vente de paniers hebdomadaires aux adhérents (+ 1,5% par rapport à 2023), avec la mise en place d'une nouvelle formule d'abonnement : le panier « Souplesse », qui permet d'annuler ou de reporter un plus grand nombre de paniers dans l'année par rapport à la formule « Standard ».

L'activité boutique a progressé de 29% par rapport à 2023 : depuis juin 2024, la boutique est en effet ouverte deux après-midis par semaine les jeudis et vendredis, alors qu'auparavant le marché paysan se tenait uniquement le jeudi après-midi dans le hangar (qui n'est pas un espace entièrement dédié à la vente comme l'est la nouvelle boutique).

Les ventes aux professionnels (autres jardins maraîchers, coopératives bio, grossistes), exceptionnellement élevées en 2023, ont diminué de moitié, pour revenir à leur montant de 2022.

Au total, le chiffre d'affaires, hors services, augmente de 4%.

La marge commerciale (CA - coût d'achat des ventes + ou - variation de stock) est en baisse (-6%). Le taux de marge commerciale passant de 84% en 2023 à 78% en 2024.

Cette situation s'explique par la quantité de produits transformés achetés et revendus dans la nouvelle boutique, et le fait que le Jardin ne répercute pas totalement les augmentations de ses prix d'achat sur ses prix de vente. En 2024, le Jardin a par ailleurs augmenté le volume de légumes achetés auprès de fournisseurs, en raison de mauvaises récoltes.

	2024		2023		Variation
Chiffre d'affaires hors prestations de services	527 499		508 610		4%
Achat de marchandises	112 206		67 867		
Variation de stock de marchandises	1 713		15 373		
Marge commerciale	413 580	78%	425 370	84%	-6%

Les concours publics et subventions d'exploitation sont de 776 251 €, en baisse de 9% par rapport à 2023, car aucun financement FSE+ n'est intégré en 2024, en l'absence de convention signée à la date d'arrêté des comptes. En effet, le dossier FSE+ 2023 – 2024 (18 mois : de juillet 2023 à décembre 2024) s'est révélé particulièrement complexe et long à instruire car l'Appel A Projet (AAP) a connu de multiples rebondissements.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Notre dossier FSE+ a finalement été déclaré recevable le 23 avril 2025, avec un montant prévisionnel de 69 387 €, mais l'octroi de la subvention reste conditionné à l'ensemble des règles du FSE et de l'appel à projets, avec un Contrôle de Service Fait (CSF) qui n'aura lieu que dans plusieurs mois.

Cette incertitude impacte directement la gestion du Jardin en limitant les engagements de dépenses mais obligeant la réalisation d'actions, avec toujours plus de chronophage administrative en termes de montage des dossiers et de reporting, pour des financements peu pérennes.

4/ Analyse des charges

Les charges de personnel, à 952 405 €, sont stables par rapport à 2023 avec un effectif constant (Permanents + CDDI).

Les autres charges externes, à 220 848 €, sont baisse (-3%) par rapport à 2023, confirmant la bonne maîtrise globale opérationnelle de l'équipe permanente.

5/ Prise en compte du bénévolat

Le bénévolat, significatif depuis 2020, a poursuivi sa croissance en 2024, avec un volume de 2322 heures et une valorisation à 77 652 €. Il s'exerce avec quelques administrateurs qui assurent des missions stratégiques au-delà de leur participation à la vie sociale et des adhérents-bénévoles investis sur plusieurs secteurs : cours de français et d'apiculture, tenue de la boutique et distribution des paniers les jeudis et vendredis après-midi, conception et aménagement de la nouvelle boutique, interventions ponctuelles en maraîchage, participation aux forums associatifs.

6/ Autres informations

Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants (loi du 23/05/2006) :

Les trois plus hauts cadres dirigeants comprennent les cadres dirigeants au sens de l'article L 3111-2 du code du travail ainsi que les dirigeants de droit.

Compte tenu de la présence d'une seule personne rémunérée ayant la délégation de signature, il n'est pas communiqué, pour des raisons de confidentialité, la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

7) Subventions d'investissement et fonds dédiés

Ci-dessous le détail des variations des subventions d'investissement :

VAUHALLAN		Subv origine	Subv nettes23	Dot 24	Amt cum 24	Subv nettes 24
2011	CG91	30 000,00 €	4 882,78 €	1 133,33 €	26 250,55 €	3 749,45 €
2014	CD91 - Aide aux investissements	56 834,00 €	11 716,42 €	3 474,18 €	48 591,76 €	8 242,24 €
2015	CD91	3 990,00 €	0,00 €	0,00 €	3 990,00 €	0,00 €
2015	REGION EIE (Emploi Insertion Environnement)	32 500,00 €	3 562,40 €	2 796,00 €	31 733,60 €	766,40 €
2015	FDI	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	15 000,00 €	0,00 €
2015	FEADER PRIMVAIR	70 759,26 €	35 678,93 €	4 717,28 €	39 797,62 €	30 961,64 €
2015	FEADER IE	12 780,00 €	0,00 €	0,00 €	12 780,00 €	0,00 €
2016	CD N91	8 000,00 €	4 114,83 €	1 142,86 €	5 028,03 €	2 971,97 €
2019	FDI	15 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €	0,00 €
2020	CD91	26 200,00 €	13 838,17 €	3 742,86 €	16 104,68 €	10 095,32 €
2020	REGION EIE (Emploi Insertion Environnement)	18 129,24 €	15 085,33 €	1 208,62 €	4 252,52 €	13 876,72 €
2020	FDI	30 551,15 €	19 352,18 €	4 684,12 €	15 883,08 €	14 668,07 €
2021	FDI installation boutique bio	40 000,00 €	40 000,00 €	1 362,97 €	1 362,97 €	38 637,03 €
2022	MSA chaine de lavage	6 000,00 €	4 891,46 €	1 200,00 €	2 308,54 €	3 691,46 €
2022	PAT projet irrigation parcelle	39 000,00 €	39 000,00 €	1 111,14 €	1 111,14 €	37 888,86 €
	TOTAL	404 743,65 €	195 122,51 €	29 573,35 €	239 194,50 €	165 549,15 €

A la clôture de l'exercice, les subventions nettes s'établissent à 165 549 €, contre 195 123 € fin 2023.

La quote-part de subvention d'investissement passée en résultat exceptionnel est de 29 573 €.

L'association n'a pas perçu de nouvelle subvention d'investissement en 2024.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Ci-dessous le détail des variations des fonds dédiés. A la clôture de l'exercice le solde des fonds dédiés s'élève à 186 227 €.

RESSOURCES	MONTANT INITIAL	Fonds à engager au début de période au 01/01/2024	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Utilisation au cours de l'exercice 2024	Fonds restant à engager en fin d'exercice 31/12/2024
CARREFOUR	30 000,00	9 331,62		1 394,51	7 937,11
PM'UP	10 024,00	3 396,69		507,60	2 889,09
RTE	25 000,00	3 000,00		1 206,20	1 793,80
CAPS	10 000,00	- 234,98			- 234,98
Fonds Bettencourt RC/ Eiffage	180 110,00	70 650,34		9 924,41	60 725,93
FAFE EDF	20 000,00	6 280,43		4 000,00	2 280,43
VINCI	10 000,00	8 152,43		2 000,00	6 152,43
BRUNEAU	6 000,00	5 683,33		400,00	5 283,33
FOND ENTREP BPVF	15 000,00	15 000,00		511,11	14 488,89
ADP	60 000,00	60 000,00		2 044,45	57 955,55
AG2R	13 000,00	13 000,00		541,67	12 458,33
EIFFAGE	15 000,00		14 497,22		14 497,22
TOTAL	394 134,00	194 259,86	14 497,22	22 529,95	186 227,13

Le produit inscrit en compte de résultat d'exploitation et correspondant à l'utilisation des fonds dédiés s'élève à 22 530 € pour l'exercice 2024.

Les nouveaux fonds dédiés de l'exercice s'élèvent à 14 497 €, destinés au financement des aménagements de la nouvelle boutique.

8/ Synthèse des emplois et ressources de l'exercice

L'exploitation a permis de dégager une marge brute d'autofinancement de 63 169 €, en très forte baisse par rapport à celle de 2023 (à 228 030 €), en raison de la baisse du résultat net et des engagements fonds dédiés.

La variation du besoin en fonds de roulement se traduit par une ressource de 73 000 € du fait de la non-comptabilisation du FSE+ à verser.

L'augmentation significative des investissements (256 315 € en 2024 versus 144 352 € en 2023) est liée à la réalisation de la nouvelle boutique à la ferme à hauteur de 177 393 € (architecture, bâti, plomberie, électricité, ameublement), à l'extension du réseau d'irrigation pour 38 462 € et à l'acquisition de matériel pour 36 451 € qui inclut la nouvelle motteuse (16 668 €) et les nouvelles caisses enregistreuses tactiles (13 813 €). La motteuse contribue à l'amélioration des conditions de travail des jardiniers et de la productivité. La nouvelle boutique, quant à elle, participe à élargir les compétences professionnelles de nos salariés en insertion vers les métiers de la vente, sur des outils modernes.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Ci-dessous le tableau de financement 2024/2023 :

		2024	2023
Résultat net		23 806	94 100
+ dotations aux amort et dépréciation	68112000	76 968	72 163
+ engagements fonds dédiés	68950000	14 497	88 000
- reprise / amort et provisions	78150000	-	-
+ dotations reprise / amort et provisions	68150000	-	25 000
- utilisation de fonds dédiés	78950000	- 22 530	- 22 287
- quote-part subventions investissement	77700000	- 29 573	- 28 947
- produit de cession d'immo	77510000	-	-
+ dotation amort except / immo	68710000	-	-
+ VNC immo cédées	67520000	-	-
Marge brute d'autofinancement		63 169	228 030
+/- variation du besoin en fonds de roulement		72 979	- 21 662
- investissements		- 256 585	- 144 352
+ cessions d'actifs		270	-
Trésorerie dégagée par l'exploitation		- 120 167	62 017
+ augmentation de capital		-	-
+ subventions d'investissement		-	-
+ emprunts souscrits au cours de l'exercice		100 000	-
- emprunts remboursés au cours de l'exercice		-	-
Trésorerie des opérations financières		100 000	-
Variation de trésorerie		- 20 167	62 017

Sur ces deux années, la consommation de trésorerie de l'exploitation s'élève à 58 150 €, financée début 2024 par un emprunt de 100 000 € auprès de France Active. Ce faisant, l'association conserve une trésorerie de 446 970 €, soient 3 à 4 mois de charges, lui permettant d'autofinancer partiellement l'investissement foncier programmée depuis de longs mois.

9/ Information au titre des événements post-clôture

Néant.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains	142 183		38 462			180 645
	Constructions sur sol propre	117 953					117 953
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	228 531					228 531
	Instal technique, matériel outillage industriels	457 992		40 549			498 541
	Instal., agencement, aménagement divers	7 061		264 319			271 381
	Matériel de transport	147 371					147 371
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	4 542					4 542
	Emballages récupérables et divers	18 704					18 704
	Immobilisations corporelles en cours	86 925				86 925	
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 211 263		343 330		86 925	1 467 668
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	1 305					1 305
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	270		180		270	180
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 575		180		270
TOTAL		1 212 838		343 510		87 195	1 469 153

Amortissements

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains	94 150	10 057		104 207
	Constructions sur sol propre	32 085	3 918		36 003
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	88 305	16 097		104 402
	Instal technique, matériel outillage industriels	351 268	22 554		373 822
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 305	9 976		13 281
	Matériel de transport	111 956	11 903		123 860
	Matériel de bureau, mobilier	4 412	130		4 542
	Emballages récupérables et divers	16 371	2 334		18 704
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	701 853	76 968		778 822

TOTAL	701 853	76 968		778 822
--------------	----------------	---------------	--	----------------

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	25 000			25 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	10 000			10 000
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		35 000			35 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		35 000			35 000
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	180		180
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	25 986	25 986	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	453	453	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	346	346	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	112 623	112 623	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	5 196	5 196	
	Charges constatées d'avance	2 199	2 199	
	TOTAL DES CREANCES	146 984	146 804	180
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	1 307	1 307		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	100 000	19 016	80 984	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	112 534	112 534		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	37 901	37 901		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 827	35 827		
	Impôts sur les bénéfices	73	73		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	18 268	18 268		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	47 832	47 832		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	353 741	272 757	80 984	
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	100 000			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	120 160				120 160
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves	18 218				18 218
Report à nouveau	369 053	94 100			463 153
Excédent ou déficit de l'exercice	94 100	(94 100)	23 806		23 806
Situation nette	601 532		23 806		625 338
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	195 123		14 828	44 401	165 549
Provisions réglementées					
TOTAL	796 654		38 634	44 401	790 887

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Fonds dédiés sur subv invest privée (Cf détail ci-après)	194 260		22 530		14 497	186 227	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	194 260		22 530		14 497	186 227	

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	404 744			404 744
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	404 744			404 744
Quotes-parts virées au compte de résultat	209 621	44 401	14 828	239 195

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			2 199
SEXTANT		76	
DEFIBRIL		34	
REFERENCE DU FROID		142	
CPME 91		291	
SVP SIRH		1 546	
ZERVANT		111	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 199